Comment parvenir à un partenariat équilibré entre l'Afrique et l'UE : le Global Gateway est-il adapté à aux objectifs fixés ?

Panel de discussion basé sur les contributions des organisations religieuses et confessionnelles et des communautés locales en faveur d'un Global Gateway qui soutienne le développement local

Lieu : Parlement européen (salle ASP-1G369), accueilli par les députés européens Saskia Bricmont et Carlos Zorrinho & en ligne

Date et heure : Mardi 7 mars à 11h15-13h00 (CET)

Langue : Interprétation Anglais-Français disponible pour les participants en ligne

Organisateurs : ACT Alliance EU, AEFJN, Baha'i Community International, Caritas Europa, CIDSE, COMECE, Don Bosco International, EU-CORD, World Vision EUREP

Cliquez ici pour vous inscrire jusqu'au 27 février *(le nombre de places pour la présence physique est limité. Elles seront attribuées selon le principe du premier arrivé, premier servi. Avant l'événement, vous recevrez un courriel confirmant votre inscription pour une participation virtuelle ou physique et incluant les détails de connexion en cas de participation virtuelle)*

Dans le contexte du 6e sommet UA-UE, la société civile africaine et européenne, y compris les acteurs confessionnels et ecclésiastiques, ont continué à souligner la nécessité d'un partenariat plus équilibré entre l'Afrique et l'Europe. L'aspiration à construire un "partenariat d'égal à égal" ne date pas d'hier - la première stratégie commune Afrique-UE adoptée en 2007 soulignait déjà la nécessité de forger "un véritable partenariat caractérisé par l'égalité", mais les critères de

cette égalité restent à définir. Quels sont les progrès accomplis à ce jour ? Et le Global Gateway - "l'avenir de la coopération au développement de l'UE" - va-t-il contribuer à ouvrir la voie à un partenariat équilibré avec l'Afrique ?

Depuis l'annonce du Global Gateway fin 2021, la société civile africaine et européenne, ainsi que des membres du Parlement européen, ont soulevé des questions pertinentes sur son financement, sa transparence, sa structure de gouvernance et sa dépendance vis-à-vis des modèles commerciaux traditionnels.

Cette table ronde **offrira un espace pour un dialogue franc, respectueux et constructif entre les parties prenantes ayant des perspectives différentes sur la stratégie du Global Gateway**. Ce dialogue est d'autant plus important que l'UE s'apprête à mettre en œuvre le paquet d'investissements pour l'Afrique du Global Gateway et à la lumière de la prochaine réunion ministérielle UA-UE en 2023.

Les acteurs confessionnels et ecclésiastiques sont profondément enracinés dans les communautés locales d'Afrique et partagent les valeurs qui devraient faire du Global Gateway une "offre positive" pour les pays partenaires - démocratie, droits de l'homme, transparence, confiance, durabilité. Naturellement, nous voulons donc **contribuer à la cohérence de la mise en œuvre de la fenêtre africaine du Global Gateway, afin qu'elle reste fidèle à ses propres principes et qu'elle soit un outil adéquat pour atteindre l'objectif qu'elle s'est fixé : favoriser le développement durable en Afrique, en atteignant les plus démunis**.

Les discussions porteront sur les **questions directrices suivantes** :

<u>La nécessité de réorienter le Global Gateway vers un autre modèle économique et de développement</u>

1. Pourquoi est-il important que le Global Gateway mette au premier plan les besoins, les connaissances, les modes de vie, les intérêts, les aspirations, la compréhension et la vision du développement des communautés locales ? Comment la gouvernance du Global Gateway peut-elle être restructurée dans ce sens ?
2. Avec quel type d'acteur privé le Global Gateway devrait-il travailler ? Quels modèles de production, d'affaires et de développement ces acteurs soutiennent-ils ?
3. Comment réorienter le Global Gateway pour qu'il ne continue pas à financer des modèles commerciaux qui ont besoin de changer ? Comment peut-il donner la priorité à la collaboration et à l'investissement dans des modèles commerciaux locaux, durables et inclusifs, tels que les entreprises d'économie sociale et les coopératives ?

<u>Recommandations concrètes pour une gouvernance améliorée du Global Gateway</u>

4. Comment le Global Gateway peut-il contribuer à renforcer les marchés territoriaux et les chaînes d'approvisionnement et de valeur locales ?
5. Comment la Commission Européenne s'assurera-t-elle que les principes et critères du règlement NDICI sont respectés et que l'impact sur le développement et l'additionnalité financière sont atteints lors de la mise en œuvre de l’EFSD+ en Afrique ? Quels seront

les critères prévalant lors de la sélection des propositions soumises par les institutions financières de développement et les acteurs privés par le biais des fenêtres d'investissement EFSD+ ? Dans quelle mesure le Parlement sera-t-il en mesure de jouer son rôle de contrôle sur la mise en œuvre de l'EFSD+ ?

Résultats escomptés :

- Sensibilisation accrue, parmi les membres du Parlement européen et les fonctionnaires de la Commission européenne et du Service européen d'action extérieure, aux contradictions inhérentes au modèle de développement du Global Gateway, et engagement politique accru pour transformer le paquet d'investissement pour l'Afrique du Global Gateway en un investissement fondé sur la confiance dans les connaissances, les solutions et la vision du développement au niveau local.
- Reconnaissance par les fonctionnaires de la Commission européenne et du Service européen d'action extérieure de la nécessité de réviser la structure de gouvernance du Global Gateway (y compris la représentation des pays partenaires, un rôle pour le Parlement européen, un mécanisme d'engagement de la société civile et d'autres parties prenantes et la garantie de la diversité des acteurs du secteur privé).

Modérateur du panel : M. Floris Faber, Directeur de l'ACT Alliance EU

Remarques introductives : P. Manuel Barrios Prieto, Secrétaire Général de COMECE, et Mme Saskia Bricmont, députée européenne.

Panélistes :

- Chiara Adamo, Directrice faisant fonction au DG INTPA G1 (Égalité entre les sexes, droits de l'homme et gouvernance démocratique)
- Ivano Casella, Chargé des affaires commerciales au DG TRADE C1 (African, Caribbean and Pacific, Overseas Countries and Territories) – *connexion en ligne*
- Claire Améyo Quenum, Alliance pour la Souveraineté Alimentaire en Afrique (AFSA) (Togo) – *connexion en ligne*
- Lucy Esipila, Responsable du plaidoyer de Caritas Afrique (Kenya)
- Masaidio Kalenga, Fondation Kimanya-Ngeyo pour la Science et l'Éducation (Ouganda) – *connexion en ligne*

Remarques finales : M. Carlos Zorrinho, député européen